

Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice

Marché public global sectoriel à tranches pour la
conception, la réalisation et l'aménagement de

L'établissement pénitentiaire de Nîmes-sud (30)

REGLEMENT DE CONSULTATION

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

seront précisées ultérieurement

IMPORTANT.

Ce document est uniquement destiné à l'information des candidats. Il ne doit en aucun cas servir de base à une réponse ; la procédure étant de type procédure avec négociation. Seuls les documents accessibles aux concurrents invités à remettre un rendu devront être utilisés pour répondre. Comme indiqué dans l'avis d'appel public à la concurrence, la teneur de ces documents pourra avoir été légèrement modifiée par rapport à la présente version.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
2.1 - Mode de consultation.....	5
2.2 – Organisation de la personne publique	5
2.3 – Accès à la consultation	5
2.4 – Variantes	5
2.5 – Evolution de la composition des groupements candidats	6
2.6 – Délai de validité des offres	6
2.7 - Compléments d’information.....	6
2.8 – Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
2.9 – Primes 6	
2.10 – Conditions de participation des candidats	6
2.11 – Présentation du programme et visite de site	7
ARTICLE 3 – ELEMENTS DE CADRAGE	7
3.1 – Liste des documents fournis aux candidats	7
3.2 – Enveloppe financière prévisionnelle	8
3.3 – Délais de réalisation du projet.....	8
ARTICLE 4 - PRESENTATION DES OFFRES	8
ARTICLE 5 - JUGEMENT DES OFFRES ET NEGOCIATIONS.....	9
5.1 – Jugement des offres	9
5.2 – Négociations	10
ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	10
ARTICLE 7 - CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....	11
7.1 – Langue devant être utilisée	11
7.2 – Unité monétaire utilisée	11
7.3 – Modalités et date limite de remise des offres	11
7.4 – Assurance et frais de transport	12
ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS EN COURS D’ETUDE	12
ARTICLE 10. DROIT D'EXPOSITION – PROPRIETE INTELLECTUELLE	13
ARTICLE 11 – INSERTION PAR L’ACTIVITE ECONOMIQUE.....	13
ARTICLE 12 - DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D’ATTRIBUER LE MARCHE	13
ARTICLE 13. APPROBATION DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION	14
ARTICLE 14. AUTRES	14

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

Il s'agit d'un marché global sectoriel, en application de l'article L2171-4 du Code de la commande publique.

Il a pour objet la conception, la réalisation et l'aménagement de l'établissement pénitentiaire de Nîmes sud (30).

Le marché est composé d'une tranche ferme et de deux tranches optionnelles :

La description de l'ensemble de l'opération pénitentiaire, des ouvrages et de leurs composantes techniques est précisée dans le programme fonctionnel, technique, mobilier et signalétique du dossier de consultation. Pour des raisons de confidentialité, le programme n'est remis qu'aux seuls candidats retenus pour participer à la procédure avec négociations.

L'ensemble des prestations est précisé dans le dossier de consultation relatif au présent marché.

➤ Tranche ferme : Conception, réalisation et aménagement de l'établissement pénitentiaire

La tranche ferme du présent marché consiste en la conception, la réalisation et l'aménagement du projet pénitentiaire tel que décrit dans le programme fonctionnel, technique, mobilier et signalétique du dossier de consultation en considérant que la solution technique mise en œuvre par le titulaire pour respecter les exigences de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables consiste en la plantation d'arbres permettant d'ombrager les parkings du projet sur au moins la moitié de leur superficie.

La tranche ferme inclut la mise en œuvre de mesures conservatoires permettant ultérieurement l'installation d'ombrières couvrant au moins la moitié de la superficie des parkings du projet et intégrant des panneaux photovoltaïques sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage.

La tranche ferme comprend par ailleurs la réalisation des études de niveau APS et APD (et la fourniture des éléments correspondants exigés au titre des missions M1 et M3) pour la mise en place des ombrières avec panneaux photovoltaïques précitées.

Les prestations comportent 14 missions dont le contenu est précisé à l'annexe 1 du CCAP.

Les missions sont les suivantes :

M0 - PRE – Mise au point du processus BIM

M1 – APS – Mise au point de l'Avant-Projet Sommaire remis lors de la consultation

M2 – ADM – Demandes d'autorisations administratives

M3 - APD – Avant-Projet Définitif

M4 – PRO – Études de Projet

M5 – EXE – Études d'exécution et cellule de synthèse

M6 – VISA-DET – Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution du contrat de travaux

M7 - TRVX – Réalisation des travaux

M8 – AOR – Assistance aux opérations de réception

M10 – MOB - Mobilier

M10 - SIGN – Signalétique

M11 – QEB – Mission Qualité Environnementale des Bâtiments

M12 – GPA – Suivi de la GPA

M13 – ENV – Mesures environnementales

➤ **Tranche optionnelle 1 : Conception réalisation du dévoiement de la RD13-
route de Générac et du rond-point d'accès local**

La tranche optionnelle 1 consiste en la conception et réalisation du dévoiement de la route RD13-
route de Générac sur le site d'Oc'via. Il s'agit d'une voirie de 3 mètres de large (deux fois une
voie). Ce dévoiement se fera sur environ 1,5km et une comportera un giratoire à 3 branches
minimum permettant l'accès au centre pénitentiaire d'une part et à une future zone économique.

Les prestations comportent 13 missions (M1 à M13) dont le contenu est semblable aux missions
de la tranche ferme, hors spécificités pénitentiaires et dont le contenu est précisé à l'annexe 1 du
CCAP.

➤ **Tranche optionnelle 2 : Conception réalisation d'ombrières sur les
parkings**

La tranche optionnelle 2 consiste en la réalisation des études de PRO et en l'installation
d'ombrières couvrant au moins la moitié de la superficie des parkings du projet et intégrant
des panneaux photovoltaïques sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage (en
remplacement des arbres prévus dans la tranche ferme).

La tranche optionnelle 2 comporte 10 missions dont le contenu est précisé à l'annexe 1 du
CCAP.

Il appartient au titulaire de proposer au maître de l'ouvrage la répartition des prestations de
ces missions entre les cotraitants éventuels conformément à l'annexe 1 de l'acte
d'engagement du présent marché.

Les missions sont les suivantes :

- **M2 - ADM – Demandes d'autorisations administratives**
- **M4 - PRO – Études de Projet**
- **M5 - EXE – Études d'exécution et cellule de synthèse**
- **M6 - VISA-DET – Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution du
contrat de travaux**
- **M7 - TRVX – Réalisation des travaux**
- **M8 - AOR – Assistance aux opérations de réception**

- **M10 - SIGN – Signalétique**
- **M11 – QEB – Mission Qualité Environnementale des Bâtiments**
- **M12 - GPA – Garantie de parfait achèvement**
- **M13 – ENV – Mesures environnementales**

Les prestations comportent 13 missions (M1 à M13) dont le contenu est semblable aux missions de la tranche ferme, hors spécificités pénitentiaires et dont le contenu est précisé à l'annexe 1 du CCAP.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Mode de consultation

Le présent marché est passé selon une procédure avec négociation en application des articles L2124-3, R2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du Code de la commande publique.

2.2 Forme du marché

Le présent marché est un marché à tranches telles que décrites à l'article 1 du présent règlement de consultation.

2.3 - Organisation de la personne publique

L'APIJ a été chargée par le ministère de la Justice de conduire la procédure de consultation en vue de la réalisation du Centre de détention de Nîmes sud (30), dans le cadre d'un marché public global sectoriel de conception, réalisation et d'aménagement.

Pendant le déroulement de la procédure, l'autorité administrative compétente est l'APIJ.

2.3 – Accès à la consultation

Ne peuvent participer à la consultation, directement ou indirectement, les personnes physiques ou morales qui prennent part à son organisation et à sa passation.

2.4 – Variantes

Variantes autorisées : OUI

Dans l'hypothèse où le candidat choisirait de présenter une variante, son attention est attirée sur le fait que la **solution de base devra obligatoirement être chiffrée**. Elle sera en effet analysée avant l'examen des variantes.

Le candidat fournira les pièces nécessaires à l'appréciation de l'intérêt de(s) la variante(s). Il devra joindre à la décomposition détaillée du coût de sa variante un descriptif explicitant toutes les différences et avantages par rapport à la solution de base. A défaut, la variante proposée sera écartée et ne pourra pas être analysée.

Les variantes ne doivent pas dégrader les performances techniques requises dans le programme.

Seules les variantes répondant à ces exigences minimales seront prises en considération.

Le coût de la variante est exprimé en plus ou moins-value par rapport à la solution de base. L'acheteur insiste sur la nécessité de chiffrer d'abord le projet en solution de base.

L'acheteur décidera de retenir ou non les variantes proposées par les candidats au moment du choix de l'offre.

2.5 – Evolution de la composition des groupements candidats

La composition des groupements ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, sauf dans les cas et selon les modalités prévues par l'article R.2142-26 du Code de la commande publique.

2.6 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à deux cent quarante (240) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres finales post négociations.

2.7 - Compléments d'information

Les candidats ont la possibilité de solliciter par écrit les précisions complémentaires que l'examen du dossier de consultation appellerait de leur part (voir article 6 du présent règlement de consultation).

2.8 – Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 14 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.9 – Primes

Une prime égale à 500 000 euros HT sera allouée à chacun des candidats ayant remis une offre complète. Une prime complémentaire de 50 000 euros HT sera allouée à chacun des candidats en cas de production d'une nouvelle offre à chaque tour de négociation.

Ces primes sont susceptibles d'être diminuées, voire supprimées, en cas d'offre irrégulière ou inappropriée. Ces primes seront déduites de la rémunération de l'attributaire du marché.

2.10 – Conditions de participation des candidats

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.11 – Présentation du programme et visite de site

L'APIJ invite chaque candidat retenu pour remettre une offre à participer à une présentation générale du dossier de consultation. Les modalités seront précisées aux candidats par le pouvoir adjudicateur.

Une visite obligatoire du site accueillant le futur centre de détention et une visite facultative d'un établissement pénitentiaire sont également prévues par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 3 – ELEMENTS DE CADRAGE

3.1 – Liste des documents fournis aux candidats

La liste des éléments prévisionnels remis aux candidats est détaillée dans le document « APIJ – Centre de détention de Nîmes sud (30) – Conception-Réalisation-Aménagement - Liste des pièces »

A titre indicatif, la liste des documents remis aux candidats est la suivante :

A- Pièces administratives

- le règlement de consultation et ses annexes :
 - annexe 1 : forme et contenu des offres
 - annexe 2 : modalités de remise du protocole BIM
- le cadre d'acte d'engagement avec ses annexes :
 - annexe 1 : la répartition du prix forfaitaire par mission et par cotraitant
 - annexe 2 : le tableau récapitulatif des variantes
 - annexe 3 : l'acte spécial de sous-traitance,
 - annexe 4 : l'engagement relatif au volet insertion
 - annexe 5 : la part affectée aux petites et moyennes entreprises ou artisans
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - annexe 1 : définition des prestations relatives à l'exécution du marché
 - annexe 2 : actions d'insertion
 - annexe 3 : contraintes d'accès et modalités de fonctionnement du chantier
 - annexe 4 : cahier des charges BIM et son tableau de développement
 - annexe 5 : l'exécution du marché à des PME ou artisans

B- Programmes

- Programme fonctionnel, et ses annexes
- Programme technique et ses annexes
- Programmes spécifiques signalétique et mobilier

C- Dossier de site

D- Cadres de réponse

- Note sur le dimensionnement des flux
- Cadre de réponse relatif à l'étude de flux
- Mémoire technique
- Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (in fine annexe à l'acte d'engagement)
- Cadre de présentation de simulation thermique dynamique (STD)
- Cadre de réponse relatif au tableau des surfaces
- Cadre de réponse compacité-enveloppe

3.2 – Enveloppe financière prévisionnelle

L'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le pouvoir adjudicateur pour le présent marché est de 132 300 000 € HT (cent trente-deux millions trois cent mille d'euros hors taxes) en mois de valeur juin 2023, plus ou moins 5 %.

3.3 – Délais de réalisation du projet

Tranche ferme :

La durée estimée pour l'exécution des missions M5 à M7 (réalisation des travaux) est de 24 mois et de 12 mois pour l'exécution des missions M0 à M4 (études de conception), comprenant les délais de validation par le maître d'ouvrage. Ces délais sont mentionnés à titre indicatif. Le candidat devra indiquer les délais qu'il propose à l'article 6.1 de l'acte d'engagement.

Tranches optionnelles :

La durée estimée pour l'exécution des missions M2 à M4 (autorisation administratives et études de PRO) est de 6 mois, comprenant les délais de validation par le maître d'ouvrage.

La réalisation des travaux de la tranche optionnelle (mission M7) devra avoir été effectuée avant la fin des travaux de la tranche ferme.

Le délai global d'exécution du marché s'étend entre la date de notification du marché et la date d'achèvement de la dernière mission.

La durée estimée pour l'exécution des missions M5 à M7 (réalisation des travaux) est de 25 mois et de 12 mois pour l'exécution des missions M0 à M4 (études de conception), comprenant les délais de validation par le maître d'ouvrage et de 16 mois pour la GPA ARTICLE 4 - PRESENTATION DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Le contenu du dossier de présentation des offres est détaillé en annexe 1 du RC.

Les candidats veilleront au plein respect des indications fournies dans l'annexe 1 du présent RC, notamment en ce qui concerne l'ordre et la numérotation des documents.

ARTICLE 5 - JUGEMENT DES OFFRES ET NEGOCIATIONS

5.1 – Jugement des offres

L'attributaire du marché sera celui ayant soumis l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères pondérés suivants (la pondération est indiquée entre parenthèses) :

1. **la valeur prix (40%)** appréciée au regard du montant du prix global et forfaitaire mentionné dans l'acte d'engagement
2. **la valeur fonctionnelle (23%)** appréciée notamment au regard :
 - a. De la qualité de la réponse aux exigences de sûreté passive et de limitation des projections, en tenant compte de la proximité des riverains **(8%)**,
 - b. De l'organisation des espaces et des circulations et de l'efficacité de la gestion des flux internes et externes des différents usagers **(10%)**
 - c. De la qualité et de la pertinence de la réponse aux autres exigences fonctionnelles **(5%)**
3. **la valeur architecturale (12%)**, appréciée notamment au regard :
 - a. Des réponses architecturales apportées pour répondre aux contraintes du site et insérer le projet dans l'environnement, notamment au regard de la proximité des riverains, ainsi que pour apaiser la vie en détention **(6 %)**,
 - b. De la qualité environnementale et énergétique du projet, notamment la qualité bioclimatique mise en œuvre sur le projet **(6 %)**
4. **la valeur technique (12%)**, appréciée notamment au regard :
 - a. De la qualité de la proposition au vu des enjeux de maintenabilité, de durabilité, et de coût d'exploitation et autres performances du programme technique. Cela porte en particulier sur le choix des matériaux, équipements et dispositifs constructifs **(7%)** ;
 - b. Du processus qualité mis en place, et des moyens mis en œuvre pour y répondre **(5%)**
5. **Le délai de la tranche ferme uniquement (8 %)** apprécié notamment au regard :
 - a. Du délai global d'exécution qui s'entend comme la somme des délais fixés par le candidat dans son offre pour la phase conception (missions M0 à M4) et la phase réalisation (M5 à M7) **(4%)**
 - b. De la cohérence du planning proposé par le candidat, à la fois pour la phase de conception et pour la phase de réalisation **(4%)**
6. **La part minimale de l'exécution** du marché que le candidat s'engage à confier à des **petites et moyennes entreprises ou à des artisans** étant entendu que cette part ne peut être inférieure à 10% du montant du marché conformément aux articles L. 2171-8 et R. 2171-23 du Code de la commande publique **(5%)**

5.2 – Négociations

La procédure de négociation se déroule selon les phases suivantes :

1) Après analyse des offres par le maître d'ouvrage sur la base des critères énoncés dans le présent règlement de consultation, le pouvoir adjudicateur pourra engager une négociation avec les 4 candidats ayant été invités à remettre une offre, à l'issue de la phase de sélection des candidatures.

2) A l'issue de cette phase de négociation, les candidats auront la possibilité, s'ils le souhaitent, de remettre une nouvelle offre et le maître d'ouvrage procédera à un nouveau jugement des offres sur la base des critères énoncés dans le présent règlement de consultation. Le délai de transmission sera prescrit dans le courrier de négociation.

Il est précisé qu'il pourra y avoir un ou plusieurs tours de négociations avec chacun des candidats sélectionnés. Cependant, au terme de chaque phase de négociation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de réduire le nombre candidats.

Les négociations se dérouleront par écrit ou par oral.

3) A l'issue des négociations et une fois les offres finales reçues, le directeur général de l'APIJ ou son représentant peut convoquer les groupements candidats retenus (le nombre définitif de représentants sera fixé par le pouvoir adjudicateur et sera au plus de 8 personnes) afin de présenter leur offre finale devant la commission d'attribution réunie à cet effet.

Les candidats sont reçus séparément devant la commission d'attribution, en présence de représentants de l'APIJ et de la Chancellerie, assistés de leurs conseils s'ils le souhaitent.

Ces auditions permettent aux candidats de :

- présenter et clarifier leur offre finale ;
- de répondre aux questions de la commission d'attribution.

Ces auditions n'ont pas vocation à apporter de modifications ou compléments aux offres finales.

Portée de la négociation :

Les négociations pourront porter sur tout élément de l'offre du candidat.

La négociation ne peut en revanche porter sur l'objet du marché, ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché, en particulier sur les exigences minimales du pouvoir adjudicateur :

- Le calibrage (nombre de places)
- Les unités fonctionnelles et types de quartiers

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité d'attribuer directement le marché sans négociation, sur la base des offres initiales.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, 14 jours au plus tard avant la date limite de remise des

offres, une demande écrite par voie dématérialisée sur le profil acheteur sur la plateforme des achats de l'ETAT (PLACE) via le lien suivant :

Phase d'accès public

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2382169&orgAcronyme=d3f>

Une réponse sera alors adressée à tous les candidats.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

7.1 – Langue devant être utilisée

Les offres des candidats ainsi que toute correspondance éventuelle avec l'APIJ doivent être rédigées exclusivement en français. Les réunions et éventuelles auditions seront également conduites exclusivement en français.

7.2 – Unité monétaire utilisée

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

7.3 – Modalités et date limite de remise des offres

Les dossiers de candidatures et d'offres seront placés sous enveloppe fermée qui portera la mention « Etablissement pénitentiaire de Nîmes sud (30) – Conception, réalisation et aménagement – Ne pas ouvrir »

Cette enveloppe comportera les dossiers décrits dans l'annexe 1 du présent règlement de la consultation.

Les dossiers devront :

- soit être déposés (du lundi au vendredi, hors jour férié, de 9h30 à 12h00 et 14h00 à 17h00) contre récépissé au service juridique et des marchés à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice - 67 avenue de Fontainebleau (Immeuble OKABE), 94270, Kremlin-Bicêtre – Service juridique et des marchés - Bureau 514
- soit être adressés sous pli recommandé avec accusé de réception à l'Agence publique pour l'Immobilier de la Justice - service juridique et des marchés - 67 avenue de Fontainebleau, 94270, Kremlin-Bicêtre.

Ils devront, dans tous les cas, parvenir avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers qui seraient remis, ou dont l'avis de réception serait délivré, après les date et heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Les dossiers remis devront inclure une version dématérialisée de l'ensemble des documents, sur clé USB. Les supports numériques sont étiquetés et exempts de tout virus. Chaque support

comprend un fichier INDEX.TXT contenant la liste des fichiers remis avec explicitation de leur contenu, et, pour les fichiers AUTOCAD, un glossaire des noms des calques utilisés.

7.4 – Assurance et frais de transport

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux – mêmes.

ARTICLE 8 – AUDITIONS

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'inviter les candidats ayant remis une offre à venir présenter oralement leur projet.

ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS EN COURS D'ETUDE

9.1 Confidentialité à l'égard des candidats

La personne publique veille au respect de la confidentialité des propositions et des offres et s'interdit de révéler aux autres candidats les informations qui y sont contenues.

Toutefois, la personne publique se réserve le droit de faire usage de tous les éléments qu'elle jugerait utiles issus des propositions d'un ou de plusieurs candidats et/ou de ses échanges écrits ou oraux avec les candidats en vue de la rédaction de compléments et modifications apportés au dossier initial de consultation.

S'il s'oppose à ce que certains de ces éléments puissent faire l'objet d'un tel usage, le candidat devra d'une part le faire connaître par écrit, soit (i) dans le document écrit concerné, lorsqu'il s'agit d'éléments issus d'une proposition ou d'un échange écrit, soit (ii) dans les deux jours ouvrables suivant la tenue de l'audition concernée, lorsqu'il s'agit d'éléments issus d'échanges oraux.

9.2 Confidentialité des candidats

Les candidats sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les fichiers, études, documents qui leur ont été communiqués pour leur permettre d'établir leurs propositions dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet et qui, pour cette raison, sont réputés comme présentant un caractère secret.

Ils s'engagent donc à respecter les obligations suivantes :

- S'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers, sauf autorisation expresse du maître d'ouvrage ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui leur auront été remis, sauf autorisation expresse du maître d'ouvrage ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques ;
- Signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique);

- Retourner au représentant du pouvoir adjudicateur l'ensemble des documents dont la restitution aura été demandée.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du candidat pourra être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

ARTICLE 10. DROIT D'EXPOSITION – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les candidats autorisent l'Etat et l'APIJ à communiquer à des tiers, à exposer et à reproduire librement, sur quelque support que ce soit, les esquisses, plans ou maquettes remis par les candidats dans le cadre de la présente consultation, sous réserve de la mention du nom des architectes qui les ont conçus.

L'ensemble des droits relatifs aux œuvres de l'esprit réalisées par les candidats dans le cadre de la présente consultation est cédé à la personne publique pour toute utilisation, représentation reproduction, transformation, par tout moyen et sur tout support, pour la durée légale des droits d'auteur et sur un territoire mondial.

ARTICLE 11 – INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Conformément aux articles L 2112-1 à L 2112-5 du code de la commande publique, les candidats sont tenus de proposer une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les modalités de mise en application de ces actions sont détaillées à l'annexe n°2 du CCAP.

Toute offre ne satisfaisant pas à cette condition sera considérée comme irrégulière.

ARTICLE 12 - DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHÉ

En application de l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique :

- Un extrait de l'inscription au Registre du commerce et des sociétés (RCS) (K ou K-bis) délivré par les services du greffe du tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois ;
- Une attestation d'assurance conforme aux exigences du marché (plus une attestation d'assurance décennale lorsque le marché a pour objet la construction d'un ouvrage) ;
- Le certificat de cotisation retraite délivré par l'organisme Pro BTP (pour les marchés de travaux) ;
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et les organismes compétents prouvant que les obligations fiscales ont été satisfaites datant de moins de 12 mois ;

- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail (dans le cas où votre entreprise n'emploie pas de salariés étrangers soumis à cette autorisation, une attestation sur l'honneur suffira) ;

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires. En cas de non-respect par un des candidats provisoirement retenus, du délai imparti, ou de fourniture de documents non valables, son offre sera rejetée.

Dans ce cas de figure, c'est le candidat suivant selon le classement des offres qui se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

Les candidats seront informés individuellement du résultat de la consultation dès que le pouvoir adjudicateur aura fait son choix.

ARTICLE 13. APPROBATION DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

La remise par les candidats d'un rendu ou d'une offre finale selon les modalités prévues ci-dessus implique de leur part l'acceptation sans réserve ni condition des clauses du présent règlement de la consultation et de son ou ses annexes.

ARTICLE 14. AUTRES

En cas de litige, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.